

Reçu le 6 août  
20/08/09

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'ALBINE**

**Nombre de conseillers**

En exercice : 15

Présents : 15

Votants : 15

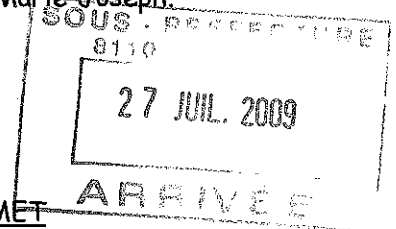
L'an deux mille neuf le vingt et un juillet, à dix huit heures trente,  
le Conseil Municipal de la Commune d'ALBINE, réuni en session  
ordinaire sous la présidence de BARTHÈS Philippe, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 juillet 2009

**PRÉSENTS:** MM. AVÉROUS Jérôme, BARTHÈS Philippe, BENOIT Stéphanie, BERFA Josette, BONNÉRY Eric, CARTAILLAC Pierre, CATHALA Guy, CAUQUIL Jeanne, CHABBERT Ghislaine, CLAUSTRES Paul, ESTRABAUT Bernard, MUNILL André, PROTAT Guy, VALERO Virginie, VIALA Marie-Joseph.  
Formant la majorité des membres en exercice.

Mademoiselle VALERO Virginie a été élue secrétaire de séance

**Objet:** LIAISON AUTOROUTIERE ENTRE TOULOUSE ET CASTRES-MAZAMET



Vu la décision ministérielle du 8 mars 1994 d'aménager la liaison entre Toulouse et Castres-Mazamet en route express à 2x2 voies,

Vu la confirmation de cette décision par le Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire de décembre 2003 puis par le Comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires d'octobre 2005,

Vu la décision ministérielle du 31 janvier 2007 d'engager les études et procédures pour accélérer la réalisation de ce projet dans le cadre d'une mise en concession autoroutière entre Verfeil et Castres,

Vu le compte rendu de la Commission particulière du débat public sur le grand contournement de Toulouse qui fait état d'une forte mobilisation enregistrée lors des réunions publiques consacrées à la liaison entre Toulouse et Castres,

Vu la concertation publique conduite du 15 octobre 2007 au 31 janvier 2008 sur le projet d'itinéraire autoroutier,

Vu la lettre de M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 23 décembre 2008, qui transmet le dossier de saisine à la Commission nationale du débat public en précisant que : « l'accélération de l'aménagement à 2x2 voies par la mise en concession de l'itinéraire... sécuriserait la liaison Castres-Toulouse et rendrait accessible plus rapidement le bassin Castres-Mazamet, pôle d'équilibre, capable d'offrir une alternative de développement à la métropole toulousaine en voie de saturation. »

Vu la décision de la CNDP du 4 février 2009 d'organiser un débat public dont l'objet porte sur le « projet d'achèvement de la mise à 2x2 voies de la liaison Castres-Toulouse par mise en concession autoroutière en solution alternative à la mise à 2x2 voies progressive »

Considérant que le développement durable, économique, social, et environnemental de Midi Pyrénées ne peut se concevoir que dans le cadre d'un aménagement équilibré de Midi Pyrénées qui vise la cohésion régionale, et

qui s'appuie sur la connexion à la métropole de l'ensemble des bassins d'emploi par des voies routières rapides en complément des liaisons ferroviaires et numériques,

Considérant les efforts fournis par les acteurs économiques, politiques et sociaux du bassin d'emploi du sud du Tarn engagés dans une stratégie de redynamisation, mise en œuvre dans un projet de développement durable soutenu par l'Etat, la Région Midi-Pyrénées et le Département du Tarn, afin que ce territoire de contact avec l'arc méditerranéen reste un pôle d'équilibre au sein de l'aire métropolitaine toulousaine et de la Région Midi-Pyrénées,

Considérant l'absence de crédits routiers pour la liaison Toulouse-Castres dans le Programme de Développement et de Modernisation des Itinéraires (PDMI) présenté par l'Etat en juin 2009 et les très longs délais requis pour un aménagement progressif, rappelant qu'il a fallu 15 ans pour aménager 11,5 km de route à 2x2 voies entre Castres et Toulouse, alors même que le financement de ces travaux étaient inscrits au Contrat de Plan,

Dans le cadre et le respect des procédures du débat public qui aura lieu à l'automne, le Conseil Municipal souhaite que le sud du Tarn puisse rattraper le retard d'infrastructures routières qui le pénalise par rapport aux autres bassins d'emploi de Midi Pyrénées et disposer d'une liaison routière rapide et sûre avec la métropole

Après en avoir délibéré le Conseil retient l'option émise par l'Etat de la mise en concession autoroutière pour achever la mise en 2x2 voies de la liaison entre Toulouse et Castres-Mazamet.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Certifié exécutoire,  
Publié le 22 juillet 2009  
Le Maire,  
Philippe BARTHÈS



Pour copie conforme  
Le Maire,

Philippe BARTHÈS

